

Post-scriptum, par Anne Baltazar, Secrétaire confédérale

Égalité hommes-femmes: un premier pas

Article paru dans FO Hebdo n°3036

Comme beaucoup, je me félicite de la création d'un ministère dédié aux droits des femmes – plus de vingt ans après la fermeture du précédent ministère de plein exercice!

C'est un geste fort, qui répond à l'attente exprimée par de nombreux acteurs, que ce soit en dehors ou dans le champ du travail.

Pour une organisation syndicale comme la nôtre, au-delà du symbole, quelle est la réalité? Quelles sont les attentes et revendications?

La réalité est que les femmes subissent encore, malgré les lois en vigueur, des discriminations professionnelles, des inégalités salariales, de carrière, de retraite...

Le chômage, la précarité, la pauvreté, la violence les touchent davantage que les hommes.

Ces discriminations et inégalités doivent être véritablement traitées, ainsi que nous avons eu l'occasion de l'exprimer à la nouvelle ministre des Droits des femmes.

En matière salariale, il est reconnu qu'au moins 5 points de l'écart de salaire entre hommes et femmes sont imputables à la discrimination!

La réduction de ces écarts salariaux doit être une priorité.

Pour atteindre cet objectif, et afin de mettre les entreprises face à leurs responsabilités en la matière, il est nécessaire d'obtenir une certaine transparence en matière salariale, transparence imposée par la loi depuis 2006 au travers de l'obligation de remise du rapport de situation comparée... mais que les employeurs rechignent à établir: seulement 30% des entreprises respectent cette obligation!

L'individualisation grandissante des rémunérations aggrave encore les choses, bien évidemment.

Il faut noter que les dernières réglementations intervenues depuis 2010 ont considérablement allégé les contraintes des entreprises en la matière.

Il est temps de rendre effectives les obligations, y compris par des sanctions appropriées.

Un autre sujet est pointé comme prioritaire: le temps partiel, véritable fléau du travail féminin, source de précarité et de flexibilité. Selon nous, il faut imposer une durée minimale de travail, améliorer l'accès à la protection sociale, lutter contre les abus, améliorer l'accès à la formation, le déroulement de carrière, etc.

L'articulation vie professionnelle / vie personnelle sera également un sujet sur lequel il faudra faire progresser le droit des femmes et des hommes.

Les bonnes intentions affichées par la ministre devront se traduire en actes.

En particulier, nous serons attentifs à la manière dont sera traitée la question du harcèlement sexuel, à la suite de l'abrogation intempestive, il y a quelques semaines, de l'article du code pénal qui le punit. Il y a urgence!

Activité syndicale du 12/06/2012



<http://fovinatier.free.fr/>